

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Dr Limoukou s'attaque à

CRISE dans la santé. Des récriminations des patients à la récente disparition d'une jeune enfant au CHUL, il y a quelques jours, tout montre que la maison Santé est malade, a indiqué hier le ministre de la Santé. La commission, qui a été créée dans la foulée de cette déclaration, a dix jours pour proposer les moyens de ramener plus de sérénité dans ce département.

Serge Alexis MOUSSADJI
Libreville/Gabon

C'EST un homme très en colère qui s'est adressé, hier, aux directeurs des différentes structures sanitaires de Libreville, Owendo et Akanda. Ainsi qu'aux principaux agents de son ministère. Max Limoukou, ministre de la Santé, n'a pas mâché ses mots pour faire comprendre à ces responsables que la récréation, au sein de ce département ministériel, était terminée.

"Chacun d'entre nous est au service de la population gabonaise. Chaque patient est comme un client. Donc, il est un roi qui vient vers nous. Celui qui ne l'a pas compris ou qui ne veut pas travailler, peut toujours s'en aller", a martelé le membre du gouvernement. La raison de cette surprenante prise de parole trouve une partie de son origine dans la récente actualité liée à la Santé. Le récent reportage de Gabon 24, il y a quelques jours, sur la mort inexplicable d'une jeune enfant avait créé un tel émoi dans l'opinion publique que Max Limoukou avait été contraint de se rendre dans les Centres hospitaliers universitaires (CHU) de Libreville et d'Owendo pour s'enquérir de leur fonctionnement. Ces rencontres avec les responsables des entités sanitaires lui ont ainsi permis de se faire une meilleure idée des maux qui minent son ministère. Donc de faire un diagnostic implacable. "La maison Santé ne va pas bien. Il y a trop de dysfonctionnements, trop de blocages. Il y a des cloisonnements à chaque niveau. Et l'une des causes de cette déplorable situation est la rétention volontaire de l'information. Comment est-il possible que les résultats d'un événement aussi important que celui d'Octobre rose aient été connus que quinze jours après la

clôture de celui-ci ? Ce n'est pas normal. Des fonctionnaires vont en mission et n'en font aucun

«La maison Santé ne va pas bien. Il y a trop de dysfonctionnements, trop de blocages. Il y a des cloisonnements à chaque niveau»

rapport, aucun compte-rendu. Cela aussi n'est pas normal", a affirmé M. Limoukou. S'il a dressé un tableau peu complaisant du fonctionnement de son ministère, il a également peint celui des structures sanitaires qui dépendent de ce département. **DÉSORDRE ENTRETENU** * "Nos hôpitaux vont mal. Les patients se plaignent des conditions d'accueil, vous y êtes insensibles. L'utilisation des recettes propres est un gros problème. Les 3/4 servent à payer les primes (primes de services, de garde ou de quotes-parts, NDLR). Et même là, il y a des écarts intolérables entre les agents. Je vous demande donc d'arrêter ce que vous faites. Les plus hautes autorités attendent de nous des résultats et non vos petits calculs inavoués", s'est emporté Max Limoukou.

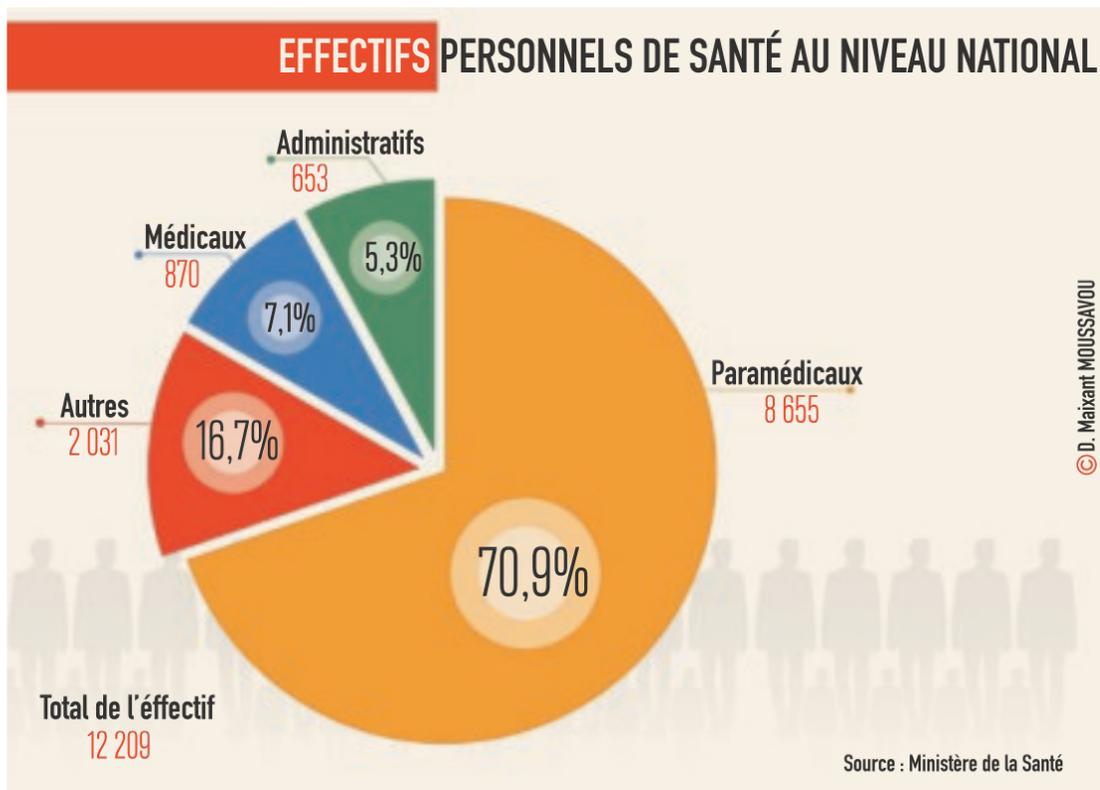
Le ministre n'est pas la seule personne à s'interroger sur la destination réelle des sommes générées par les différentes entités sanitaires. Déjà en juin 2019, comme l'avaient rapporté des médias en ligne, le personnel de l'hôpital de Nkembo avait boudé la clé de répartition des quotes-parts (56 millions de FCFA) reversées par la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) au titre de l'exercice 2018 et du premier trimestre 2019. Une situation qui est similaire à celle dénoncée hier par le premier responsable de la Santé. L'objectif de ce désordre organisé

est "de faire passer le ministre en fonction pour quelqu'un qui ne maîtrise pas les dossiers de la maison. Mais ce sont de mauvais calculs, car c'est surtout au pays que vous faites du mal. Tout ce que vous faites est connu, il est encore temps pour vous d'arrêter toute cette mascarade. Il y a des chantiers plus importants qui nous attendent. Utilisons plutôt notre énergie et notre intelligence pour bâtir le nouvel hôpital public", a-t-il poursuivi.

Pour M. Limoukou, le remède est simple: une commission placée sous l'autorité du secrétaire général Dr Guy Patrick Obiang Ndong est créée et elle a dix jours pour lui remettre des propositions concrètes. "J'instruis donc le secrétaire général, en sa qualité de patron de l'administration, de mettre en place dans l'urgence, une commission chargée de me proposer des solutions pour redonner à la maison Santé ses lettres de noblesse. Et j'attends des conclusions dans 10 jours". Gageons que c'est, sans doute, pour nettoyer les écuries d'Augias.



Max Limoukou, ministre de la Santé, face aux responsables des structures



La "grippe" hospitalière

Responsabilités partagées

LES maux dont souffrent les hôpitaux publics, et qui préoccupent depuis plusieurs semaines le gouvernement, ne datent pas d'aujourd'hui.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

DEPUIS près d'un mois, la situation déplorable dans les structures de santé du secteur public fait l'actualité dans notre pays. Entre "task force" sur la sané et autres réunions entre responsables des hôpitaux et responsables du ministère de la Santé, tout porte à croire que les autorités ont décidé de s'attaquer aux manquements, finalement nombreux, qui ternissent l'image des entités médicales publiques du Gabon. Une commission a été mise en place lors d'une réunion autour du ministre de la Santé, hier (lire en page 2). C'est donc à cette structure de réfléchir et proposer des solutions à la "grippe sanitaire" qui frappe nos hôpitaux. D'aucuns s'interrogeront sans doute sur l'opportunité d'une



Photo : F. M. MOMBO

Le ministre de la Santé, Dr Max Limoukou, n'a pas caché son irritation.

telle initiative, quelques jours après la tenue d'une "task force" sur le secteur. Mais pour le Premier ministre, les participants à ce tour de table n'ont pas voulu "crever l'abcès", en refusant d'examiner la situation des personnels (médecins et paramédicaux) qui officient dans les officines privées. D'autres vont plus loin, en dénonçant le manque d'éthique et la violation du serment d'Hippocrate. Dans tous les cas, selon le vécu de plusieurs Gabonais, les manquements observés tournent autour de la maltraitance des patients, l'affairisme, le détournement des médicaments, etc. A cela

s'ajoutent les problèmes structurels et de mauvaise gouvernance des structures sanitaires (capacité d'accueil, disponibilité des équipements techniques, etc.). Au regard de ce qui précède, la responsabilité des personnels est vite déglagée. Mais doit-on uniquement jeté l'opprobre sur les seuls personnels ? Ce serait forcément une erreur. Etant donné que si toutes ces pratiques ont perduré c'est parce que l'Etat a laissé faire. Certains ont même dénoncé des complicités avec les décideurs, lesquelles ont fini par créer des passe-droits. Il faudra alors réellement "crever l'abcès". Et à tous les niveaux.



Structures sanitaires de Libreville, Owendo et Akanda, hier.

Symefoga : "Les problèmes de la santé sont là et le gouvernement ne saura les éviter"

F. M. MOMBO
Libreville/Gabon.

"La santé des Gabonais ne saurait s'accommoder à ces hors sujets récurrents sur des épreuves qui s'apparentent plus à la philosophie ou à la sociologie politique qu'à la cure d'une banale crise de paludisme", relève le président du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga), le Dr Adrien Mougougou. Selon lui, "les problèmes de la santé sont réels et palpables et le gouver-

nement ne saura les éviter en traitant les médecins de tous les noms d'oiseaux". Pour les médecins, "le langage politique c'est bien, mais nous attendons mieux car, ça fait un bon moment qu'il n'y a plus de sourire à l'hôpital parce que nous connaissons tous le mal du pays et ce mal c'est le manque de punition des mauvais gestionnaires". Et si le médecin et le personnel de l'hôpital ont le sourire, le Dr Mougougou souhaite qu'on leur donne des éléments pour qu'ils gardent continuellement ce sourire au grand bonheur de leurs patients. Il en veut pour exemple: "moi, je

suis chirurgien-urologue et, depuis un mois et demi, je n'opère pas parce que dans les tuyaux qui doivent emmener l'oxygène aux patients, il y a de l'eau, parce que Vamed (société prestataire) est parti et qu'il n'y a plus de maintenance du matériel. Chez les gastro-entérologues, cela fait plus d'un an qu'ils n'arrivent plus à faire des fibroscopies. Pensez-vous que nous refusons d'opérer parce que nous sommes paresseux? Et cette situation n'est pas propre au CHUL car, sur l'ensemble du territoire, les problèmes sont quasiment identiques. Comment peut-on demander des

résultats à quelqu'un s'il ne dispose pas des éléments qui lui permettent d'atteindre ces résultats?". Pour le porte-parole du Symefoga, "là où le gouvernement veut nous emmener, c'est dans la tombe avec l'idée de privatiser l'hôpital public, à l'image de Jeanne Ebori qui a été cédée à une gestion privée. On a même nommé une direction générale avec tous ses démembrements, qui sont aujourd'hui sans rien faire, au lieu de les redéployer ailleurs. Les médecins se battent, au contraire, pour défendre l'hôpital public et les malades pour lesquels nous avons prêté serment".



Photo : AJT/L'Union